appropriés, d'une assistance judiciaire ou professionnelle;

c) D'envisager les moyens de prendre à leur charge les dépenses qu'entraînera le fonctionnement de ces dispositifs complets d'assistance judiciaire;

d) De prendre toutes les mesures possibles pour simplifier les procédures judiciaires de manière à réduire les charges financières et autres que doivent supporter ceux qui demandent en justice réparation du préjudice qui leur a été causé;

e) D'encourager la coopération entre les organismes compétents pour fournir une assistance judiciaire qualifiée à ceux qui en ont besoin;

2. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organes intergouvernementaux intéressés, de fournir les ressources nécessaires, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, pour favoriser l'octroi de services d'experts ou d'une autre aide technique aux Etats Membres désireux de développer les services d'une assistance judiciaire qualifiée.

1748^e séance plénière,
19 décembre 1968.

2450 (XXIII). Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale,

Ayant pris acte du paragraphe 18 de la Proclamation de Téhéran adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme⁴⁴ et de la résolution XI relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, adoptée par la Conférence le 12 mai 1968⁴⁵,

Partageant la préoccupation exprimée par la Conférence qui a estimé que les récentes découvertes scientifiques et les progrès technologiques, s'ils ouvrent de vastes perspectives au développement économique, social et culturel, peuvent néanmoins mettre en danger les droits et libertés des individus et des peuples et doivent en conséquence requérir une attention continue,

⁴⁴ *Ibid.*, p. 3.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 13.

Faisant sienne l'idée que de tels problèmes requièrent des études interdisciplinaires menées de façon approfondie et continue, tant sur le plan national que sur le plan international, afin qu'à partir de ces études on puisse dégager des normes appropriées pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

1. *Invite* le Secrétaire général à entreprendre, avec l'aide notamment du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et en coopération avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées compétentes, l'étude des problèmes posés du point de vue des droits de l'homme par les développements de la science et de la technologie, en particulier en ce qui concerne :

a) Le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres;

b) La protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie;

c) Les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique;

d) Plus généralement, l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité;

2. *Prie* le Secrétaire général de préparer, à titre préliminaire, un rapport comportant un relevé sommaire des études déjà établies ou en cours, ayant trait aux sujets ci-dessus mentionnés, et émanant en particulier de sources gouvernementales et intergouvernementales, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales compétentes, ainsi qu'un projet de programme de travail qui pourrait être entrepris dans les domaines où des études ultérieures seraient nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de la présente résolution;

3. *Prie* le Secrétaire général de présenter ledit rapport à la Commission des droits de l'homme, lors de sa vingt-sixième session, pour examen et transmission à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

1748^e séance plénière,
19 décembre 1968.

* * *

Autres décisions

Projet de déclaration sur le développement social

(Point 50)

A sa 1735^e séance plénière, le 6 décembre 1968, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Troisième Commission⁴⁶, a décidé d'examiner le projet de déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social⁴⁷ à sa vingt-quatrième session, en tant que question hautement prioritaire, en vue d'achever l'élaboration de ce projet à cette session.

⁴⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/7374, par. 134.

⁴⁷ *Ibid.*, par. 133.